



Kaléidoscope

Revue mensuelle des publications sur le développement

Département de la Recherche
RCH/AGC

Numéro 18 - Octobre 2004

Editorial

Normes IAS/IFRS : un changement de conception comptable

Dans le cadre de la « Nouvelle stratégie » validée par le Conseil européen de mars 2000 à Lisbonne, la communauté financière internationale s'est attachée à réformer la communication financière des grandes entreprises et à approfondir les règles prudentielles applicables aux banques.

Ainsi, à dater du 1^{er} janvier 2005, les entreprises européennes, faisant appel public à l'épargne, devront adopter les nouvelles normes comptables internationales dites IFRS (*International Financial Reporting Standards*), qui reprennent en majeure partie les anciennes normes internationales IAS (*International Accounting Standards*) et se rapprochent sensiblement des normes comptables américaines (US GAAP). Près de 9.000 entreprises sont ainsi concernées.

Ces normes ont pour ambition de permettre une transparence beaucoup plus forte et de garantir à l'investisseur comme au prêteur une information globalement plus fiable. Actuellement, la norme comptable utilisée par les entreprises françaises confère la primauté aux flux d'exploitation (notamment le compte de résultats), le bilan n'étant que la synthèse historique de ces flux. Avec les normes IFRS, c'est davantage le patrimoine de l'entreprise, c'est-à-dire son bilan, qui sera l'objet de toutes les attentions, puisque l'ensemble des actifs et passifs de l'entreprise seront comptabilisés à leur « juste valeur » c'est-à-dire à la valeur de marché, donc réévalués chaque année. Par ailleurs, la juste valeur qui vise à mieux traduire la réalité économique et financière du moment à l'égard des investisseurs et des créanciers prévaudra donc sur une approche fiscale et juridique des comptes. Il n'est pas indifférent que cet élan de modernisation, comme ceux qui l'ont précédé, fasse suite à un épisode de crise (en l'occurrence le scandale Enron).

Enfin, par rapport à l'actuelle comptabilité, les instruments et véhicules financiers seront désormais intégrés au bilan et du fait de l'approche dite de « juste valeur » auront des impacts importants non seulement pour les banques, mais aussi pour les entreprises et les particuliers.

La seconde innovation concomitante concerne la mise en place en 2006 du nouveau ratio de solvabilité que le Comité de Bâle II devrait bientôt publier. Ce ratio de solvabilité en gestation a pour objectif de renforcer la stabilité des systèmes financiers grâce à une meilleure gestion des risques, notamment par la couverture en capitaux propres du risque opérationnel, fondée sur un calcul de probabilité de survenance des risques de contreparties et non plus par un pourcentage préfixé par nature d'engagement, un rôle accru des superviseurs et une communication financière améliorée.

Ces initiatives d'harmonisation des normes répondent sans conteste à une double nécessité : rendre comparables les situations financières des entreprises (pas moins de 20 référentiels comptables différents coexistent aujourd'hui dans la seule zone Europe) et rationaliser les documents comptables.

Ces normes sont pourtant loin de faire l'unanimité : elles vont modifier en profondeur la pratique comptable et auront également un impact fiscal et légal encore mal évalué. Elles sont complexes à mettre en œuvre et la question de leur extension aux PME reste entière. Enfin, certains analystes mettent en avant la dimension géopolitique de la rivalité entre normes, leurs conséquences directes et indirectes sur les entreprises des PED et des économies émergentes et les risques d'accroissement de l'instabilité macro-financière et de la volatilité des comptes des banques. AH / VS

Dans ce numéro

L'EAU

Légiférer pour une gestion durable des pêcheries
Petits barrages et capital social au Yémen
Eau et développement : contribution de l'industrie
Agenda

LA TERRE

Nouveaux défis pour la recherche agronomique
OGM et alimentation
Flash Caraïbes : énergies renouvelables
Agenda

LES HOMMES

Le monde en feu : promotion de la démocratie libérale, violence ethnique et instabilité mondiale
Concepts et stratégies pour combattre l'exclusion
La population mondiale en 2050
Agenda

LES ORGANISATIONS

Essentiel des normes IAS/IFRS
Stabilité et croissance, développement, gouvernance
Réseaux de banques pour les micros et petites entreprises
Agenda

DROIT, REGULATION

Pour un bon audit du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux
Nouvelles contributions financières internationales
Gouvernance publique et évolution des normes dans L'UEMOA
Agenda

GEOGRAPHIES

Nouvelle-Calédonie
Europe et Méditerranée
Turquie : espoirs européens
Agenda

Sources

L'EAU

➤ L'ouvrage

Légiférer pour une gestion durable des pêcheries : guide de l'accord de conformité de la FAO de 1993 et de l'accord de l'ONU de 1996 sur les stocks chevauchants - Banque mondiale, 2004 - 161 p. – Cote A3.109

Les deux principales conventions internationales ayant pour but de promouvoir une pêche durable sont l'Accord de 1993 en vue de promouvoir l'application des mesures internationales de conservation et de gestion par les navires de pêche en haute mer, et l'Accord de 1995 relatif à la mise en œuvre des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer du 10 décembre 1982, portant sur la conservation et la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs. Cette publication, la première dans la collection Droit, Justice et Développement, aide à comprendre les sujets difficiles qui doivent être traités lors de la transformation des obligations de ces instruments complexes en droit national et donnent les exemples de techniques de rédaction législative que différents pays ont utilisés.

➤ Le rapport web

Small Dams and Social Capital in Yemen : How Assistance Strategies Affect Local Investment and Institutions - Petits barrages et capital social au Yémen : comment les stratégies d'aide affectent l'investissement et les institutions locales - Vermillon, D.L. ; Al-Shaybani, S. – IWMI, 2004 – 28 p.

Cette étude sur le développement de huit petits barrages au Yémen montre comment l'aide extérieure peut être utilisée et comment elle peut avoir une grande influence sur la motivation des autochtones à effectuer des investissements et à mettre en place un capital social pour gérer et tirer profit de la nouvelle infrastructure. Les villageois qui investissent dans la construction d'un barrage le considèrent comme leur propriété. Ils définissent leurs propres critères d'adhésion et identifient des règles d'investissement, d'extraction et de distribution de l'eau, de désenvasement et d'entretien de canal. Le rapport présente des recommandations sur la manière dont les stratégies d'aide peuvent être conçues pour stimuler l'investissement local et faciliter l'élaboration d'un capital social.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/564.pdf>

➤ L'article

Water and Development : Industry's Contribution - Eau et développement : contribution de l'industrie - Industry and Environment, mars 2004 - pp. 3-46

La 23ème session de l'Unep régissant le Forum ministériel sur l'environnement, qui s'est réunie en Corée en mars 2004, a inclus un examen de la politique de l'eau et la stratégie à mettre en œuvre. En avril 2004, la 12ème session de la Commission sur le développement durable a aussi été consacrée à l'eau et à l'assainissement. Dans le contexte de cet ordre du jour global, les articles de cette revue examinent les défis et les opportunités pour les industriels et le rôle des politiques dans ce secteur, la contribution de la technologie, le besoin de participation de la communauté civile. Sont également examinées des problématiques telles que les barrages, la situation en Afrique et l'impact du réchauffement global sur la gestion des risques.

➤ L'agenda

- *Conférence européenne sur la gestion durable de l'eau – Cyclean, 7-8 octobre 2004, Ballina, Irlande*
- *Le renforcement des capacités en gestion intégrée de l'eau et de l'irrigation – REMOC, 11-13 octobre 2004, Istanbul, Turquie*
- *Hydro 2004 – Hydropower and Dams, 18-21 octobre 2004, Porto, Portugal*
- *Aquaculture Europe 2004 – European Aquaculture Society, 20-23 octobre 2004, Barcelone, Espagne*
- *Aménagement des ressources en eau pour le développement local – WRC, CIRAD, 8-11 novembre 2004, Loskop Dam, Afrique du Sud*

LA TERRE

➤ L'ouvrage

Agriculture du Sud, forêts tropicales, effet de serre : de nouveaux défis pour la recherche agronomique - CIRAD, 2004 - 50 p.

Aujourd'hui, le changement climatique est devenu une réalité. L'amplitude du réchauffement reste cependant difficile à prévoir, et *a fortiori* l'ensemble de ses conséquences sur le climat, aux échelles planétaire comme locales. Différents scénarios sont aujourd'hui envisageables en raison des incertitudes sur les émissions futures de gaz à effet de serre, tributaires des politiques qui seront mises en œuvre. L'agriculture et la sylviculture, à travers l'émission de ces gaz ou, au contraire, le stockage du carbone, contribuent à l'effet de serre. Quels sont les termes de ce bilan ? Quelles sont les pratiques agricoles et sylvicoles à même de le modifier ? Quels sont les enjeux économiques et juridiques sous-jacents ? Dans le même temps, les changements climatiques vont perturber fortement le fonctionnement des écosystèmes tropicaux et donc modifier la production agricole des pays en développement. Pour préparer les agricultures du Sud à ces changements climatiques, mais aussi écologiques et sociaux, un effort particulier doit être mené pour concevoir des stratégies d'adaptation viables. Quels seront les principaux impacts du changement climatique sur les agrosystèmes du Sud ? Quels systèmes plus résilients promouvoir ? Cet ouvrage présente les principales orientations de recherche du Cirad dans ce domaine.

➤ Le rapport web

OGM et alimentation : peut-on évaluer et identifier des bénéfices pour la santé ? AFSSA, 2004 - 67 p.

Le comité "Biotechnologie" a entrepris d'analyser en détail quatre cas d'OGM susceptibles d'apporter des bénéfices en matière de santé au regard des produits conventionnels. Il a choisi d'étudier deux cas d'OGM déjà sur le marché et deux cas d'OGM en cours d'évaluation. Le premier exemple est celui de plantes résistant spécifiquement à certains insectes ravageurs. Le deuxième exemple est celui de la betterave tolérante à un herbicide, le glyphosate, qui, bien qu'elle ne soit pas encore autorisée en Europe, a fait l'objet de nombreuses études et recherches. Le troisième exemple est celui du "riz doré", un riz potentiellement enrichi en précurseur de la vitamine A mais dont on ne dispose pas encore de variété fixée. Il s'agit d'une plante transgénique conçue à des fins nutritionnelles et destinée à lutter contre une grave carence vitaminiq ue très répandue dans les pays en développement. Enfin, le dernier chapitre concerne les micro-organismes génétiquement modifiés en vue d'application nutritionnelle ou médicale. Un bref inventaire des bénéfices qu'ils pourraient apporter a donc paru opportun.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/539.pdf>

➤ L'article

Flash Caraïbes : numéro spécial Energies Renouvelables - Revue Régionale, juin 2004 - 4 p.

La volonté de diversifier les sources d'énergie a motivé les gouvernements de la région à mener des études et des campagnes de promotion, créer des fonds de financement et des programmes spéciaux, adopter un cadre légal et fiscal pour motiver l'installation d'unités de production par des ENR. Le développement s'est plus senti à Cuba et en Guadeloupe, alors que pour des pays comme la Jamaïque, Panama, Porto Rico et la République Dominicaine, le déploiement en est encore à un stade embryonnaire. Les efforts entrepris par les autorités locales se traduisent cependant par une faible croissance des ENR, car malgré la promotion de la production d'électricité par des énergies non conventionnelles, l'évolution du secteur est lente. Pour la plupart des pays de la région Caraïbe, la production par ENR représente moins de 1% de la production d'énergie, en raison notamment des coûts d'installation assez élevés.

➤ L'agenda

- *3^{ème} Rencontre annuelle agriculture et mondialisation – IFRI, 7-10 octobre 2004, Paris, France*
- *Echanges de quotas d'émission de CO2 : mécanismes et réglementation du marché – Euroforum, 12-13 octobre 2004, Paris, France*
- *Journée internationale de l'alimentation – FAO, 16 octobre 2004*
- *Colloque sur les énergies renouvelables en mer (éolienne off shore) - IFRMER, 20-21 octobre 2004, Marseille, France*
- *Rencontre-débat du Comité 21 sur l'APD et le développement durable, 26 octobre 2004, Paris, France*

LES HOMMES

➤ L'ouvrage

World on fire : How Exporting Free Market Democracy Breeds Ethnic Hatred Ang Global Instability - Le monde en feu : promotion de la démocratie libérale, violence ethnique et instabilité mondiale - Chua, A. - Virginia University, 2004 - 346 p. – Cote E4.226

Selon l'auteur, il existe un consensus autour de l'idée que l'effet conjugué de l'économie de marché et de la démocratie libérale va transformer le tiers monde et balayer la haine raciale et le fondamentalisme religieux associés au sous-développement. L'auteur démontre dans quelle mesure les pays sont en fait consumés par la violence ethnique à partir du moment où ils adoptent l'économie de marché. Il montre comment le libéralisme n'a fait que contribuer à la concentration de richesses entre les mains d'une minorité ethnique détestée pour cette unique raison. Ainsi Chinois en Asie du Sud-Est, Croates de l'ex-Yougoslavie, Blancs d'Amérique latine et d'Afrique du Sud, Indiens d'Afrique de l'Est, Libanais d'Afrique de l'Ouest, Juifs de la Russie post-communiste deviennent l'objet de violence ethnique. En même temps, la démocratie donne de l'autonomie à la majorité appauvrie, générant démagogie ethnique, confiscations, et parfois génocide. Fervent défenseur de la mondialisation, l'auteur appelle de ses vœux des solutions pour en mieux répartir les bienfaits et en annuler les aspects négatifs.

➤ Le rapport web

Concepts and Strategies for Combatting Social Exclusion - Concepts et stratégies pour combattre l'exclusion – OIT, 2004 - 137 p.

Le premier chapitre de ce rapport retrace l'histoire de l'émergence de la notion d'exclusion et montre dans quelle mesure elle correspond à des mutations socio-économiques des années 70. Le deuxième chapitre met l'accent sur ce qui caractérise l'exclusion et sur les traits communs de sa manifestation, au niveau de l'individu ou du groupe, au niveau social et spatial. Le troisième chapitre couvre la multiplicité des stratégies adoptées par les différents acteurs impliqués, dans le but d'établir une typologie de ces stratégies faisant ressortir leur hétérogénéité dans le temps et dans l'espace. Enfin, la dernière partie permet de dégager un certain nombre de principes à retenir pour combattre l'exclusion : action locale, partenariat, participation, intégration et action globale, principes qui ont leurs forces et leurs limites et doivent subir le test de leur mise en oeuvre dans de nombreux pays.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/558.pdf>

➤ L'article

La population mondiale en 2050 : les projections démographiques des Nations Unies à long terme – Futuribles, n° 300, septembre 2004 - pp. 51-67

La population mondiale passerait de 6,3 milliards aujourd'hui à 8,9 milliards d'habitants en 2050. La population augmente à un rythme annuel de 1,2 %. Chaque année, la planète accueille ainsi 77 millions de nouveaux habitants. Six pays en développement seraient les principaux contributeurs à cette hausse, malgré l'impact négatif du sida sur la croissance démographique de nombre d'entre eux : l'Inde (21 % de l'accroissement naturel mondial), la Chine (12 %), le Pakistan (5 %), le Bangladesh (4 %), le Nigeria (4 %) et les Etats-Unis (4 %). Les disparités de niveaux de vie entre monde développé et monde en développement pourraient donc se renforcer. Quant au vieillissement des pays développés, en particulier européens, il est désormais inéluctable : autant de déséquilibres porteurs de lourdes conséquences sociales. De nombreux tableaux et graphiques sont présentés.

➤ L'agenda

- *Conférence internationale sur le VIH/sida et la médecine traditionnelle - Africa First Sénégal - Ministère de la Santé publique Sénégal - The Environmental Development Action in the Third World (ENDA), 4-6 octobre 2004, Dakar, Sénégal*
- *2^{ème} Colloque international sur les programmes locaux et régionaux de santé - Association pour la santé publique du Québec (ASPO), 12 -15 octobre 2004, Québec, Canada*
- *Journée mondiale du refus de la misère – ATD Quart Monde, 17 octobre 2004*
- *Forum de Lisbonne 2004 - Développement durable et objectifs du millénaire : le rôle des autorités locales - Conseil de l'Europe (Centre Nord-Sud), 30 octobre-2 novembre 2004, Lisbonne, Portugal*

LES ORGANISATIONS

➤ L'ouvrage

L'essentiel des normes IAS/ IFRS - Nahmias, M. - Editions d'organisation, 2004 - 151 p. – Cote T1.149

Le changement de référentiel comptable que vont connaître les groupes cotés en Europe à partir de 2004-2005 d'abord, puis à terme toutes les entreprises, va transformer le fonctionnement des marchés financiers, des entreprises et des économies, d'une part, et l'élaboration des comptes, d'autre part. L'objectif est en effet de rétablir la clarté des comptes des entreprises et, partant, la confiance des investisseurs sur les marchés boursiers, mise à mal ces cinq dernières années par des scandales à répétition et par l'explosion de la dette des entreprises. Cet ouvrage :

- donne une vue générale des normes IAS/IFRS pour les financiers comme pour les non financiers et les investisseurs individuels,
- permet de comprendre ce bouleversement qui va changer la finalité de la comptabilité et la manière d'élaborer les comptes,
- fait une analyse concrète des mécanismes financiers ayant mené à la crise boursière et à l'adoption des IFRS,
- précise le traitement comptable des principales thématiques financières.

➤ Le rapport web

Stabilité et croissance, développement, gouvernance : la France, le FMI et la Banque mondiale en 2003/2004 – MINEFI, 2004 - 110 p.

Ce sixième rapport au Parlement sur les activités du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, couvrant la période de juillet 2003 à juin 2004, expose les enjeux et les positions défendues par la France sur les principales questions que les institutions financières internationales ont eu à connaître durant cette période. Deux phases distinctes ont marqué cette période : une phase d'interrogations concernant un retour à la croissance mondiale jusqu'à la fin de l'année 2003, puis la phase actuelle de reprise. Le système monétaire et financier doit désormais démontrer ses capacités à soutenir cette croissance, et la communauté internationale, se mobiliser pour en assurer la pérennité. L'activité 2003/2004 du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale s'est ainsi orientée vers les objectifs suivants, exposés dans ce rapport : un renforcement du système financier international afin d'accompagner le retour à la croissance ; un soutien au développement, à travers les analyses produites par les services des deux institutions et leur engagement de terrain renforcé aux côtés de leurs membres les plus défavorisés ; enfin, un engagement dans l'amélioration de leur gouvernance, pour aboutir à une plus grande transparence dans leur fonctionnement.

http://www.finances.gouv.fr/pole_ecofin/international/institutions/rapportbm-fmi04.pdf

➤ L'article

Les réseaux de banques pour les micro et petites entreprises : une contribution au développement du secteur financier - Schmidt, R. ; Von Pischke, J. - TDF 74, mars 2004 - pp. 18-31

Cet article fait suite à l'article publié il y a quatre ans dans cette même revue qui traitait d'une approche nouvelle du développement du secteur financier. Il rendait compte des premiers efforts et succès de la stratégie de création "de nouvelles banques [de micro-entreprises] plutôt que de transformer des institutions existantes". Il présentait en détail l'expérience de quatre banques récemment créées, dédiées aux micro et petites entreprises (PME). Quatre ans plus tard, il est désormais possible de tirer davantage d'enseignements de ces expériences, que les auteurs considèrent comme uniques et qui apportent une contribution majeure au développement des secteurs financiers des pays dans lesquels le réseau bancaire opère.

➤ L'agenda

- *Comité de gestion de la Convention internationale sur l'harmonisation des contrôles des marchandises aux frontières – UNECE, 14-15 octobre 2004, Genève, Suisse*
- *8^{me} Journée de la Coopération décentralisée – Ambassade du Burkina Faso, 23 octobre 2004, Paris France*
- *Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication, 27-29 octobre 2004, Genève, Suisse*
- *Groupe intergouvernemental d'experts du droit et de la politique de la concurrence (sixième session), 8-10 novembre 2004, Genève, Suisse*

DROIT, REGULATION➤ **L'ouvrage**

Pour un bon audit du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux : secteur bancaire – IFACI, 2004 - 98 p.

Cet ouvrage traite de l'audit du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux que les établissements de crédit, les entreprises d'investissement et les changeurs manuels sont tenus de mettre en place, en application des dispositions légales et réglementaires. Il comprend trois chapitres. Le premier présente le cadre légal et réglementaire ainsi que les risques encourus en matière de blanchiment par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement ; le deuxième détaille les obligations incombant à ces établissements, commentées pour préciser leur étendue et leurs modalités, les dispositions légales figurant dans le code monétaire et financier (COMOFI) ayant un caractère général ; le troisième propose une méthode d'évaluation du dispositif anti-blanchiment. L'approche retenue s'appuie sur l'état réglementaire : "Questionnaire de Lutte contre le Blanchiment" (QLB) qui concerne les informations relatives au dispositif de prévention du blanchiment et qui doit être transmis annuellement au Secrétariat général de la Commission bancaire (SGCB). Chacune des questions de l'état QLB est commentée afin de préciser les contrôles, actions et propositions préconisés par le Groupe de Recherche pour en faciliter sa compréhension.

➤ **Le rapport web**

Les nouvelles contributions financières internationales - Landau, J.-P. - La documentation française, 2004 - 146 p.

Plus de 1,2 milliard de personnes dans le monde vit encore aujourd'hui avec moins d'un dollar par jour et près de la moitié de l'humanité avec moins de deux dollars. La communauté internationale s'est fixé pour objectif de réduire ce nombre de moitié avant 2015 et de progresser sur plusieurs indicateurs sociaux et humains (éducation, accès à l'eau, mortalité infantile...). Ce sont les " Objectifs de développement du millénaire ", adoptés à l'unanimité par l'ONU en 2000. Mais les ressources financières sont insuffisantes. A l'initiative du Président de la République, un groupe de travail s'est réuni pour réfléchir à la possibilité d'affecter une fraction des richesses créées par la mondialisation au financement de la lutte contre la pauvreté et du développement humain. Ce rapport montre pourquoi et comment de nouvelles contributions sont nécessaires, au-delà et à côté des formes actuelles d'aide au développement. Il examine autour de quelles approches économiques, juridiques et financières pourrait se développer une fiscalité internationale pour le développement. Enfin, il détaille les options de contributions, volontaires ou obligatoires (taxes à vocation environnementale, taxes sur les transactions financières...) pouvant permettre de mieux financer le développement au XXIème siècle.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/566.pdf>

➤ **L'article**

Gouvernance publique et évolution des normes dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine - Lheriau, L. - Techniques financières & développement, n° 75, juin 2004 - pp. 41-52

Les huit pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine connaissent, depuis une dizaine d'années, un double processus de transformation institutionnelle, qui les mène d'une part vers une intégration dans une Union interétatique, dotée de compétences larges en matière d'harmonisation des politiques budgétaires et économiques, et d'autre part une décentralisation de la puissance publique avec la création de collectivités régionales d'un, deux ou trois niveaux (région, province et commune). Ce double processus a une influence positive sur les pratiques politiques de ces pays, entraînant les Etats vers la démocratisation et la cogestion, sources d'amélioration de la gouvernance. Toutefois ce processus se heurte à la faiblesse des ressources fiscales et dans certains cas à la persistance de pratiques autocratiques.

➤ **L'agenda**

- *Atelier annuel sur les typologies - Groupe Asie/Pacifique sur le blanchiment des capitaux, Gafi, 5-6 octobre 2004, Brunei, Darussalam*
- *1^{ère} Conférence du monde arabe sur le microcrédit, 10-13 octobre 2004, Amman, Jordanie*
- *Investment for Development – Forging Partnerships - Forum mondial sur l'investissement international, 19-21 octobre 2004, New Delhi, Inde*
- *Première réunion plénière du GAFI-XVI, 20-22 octobre 2004, Paris, France*

GEOGRAPHIES

➤ L'ouvrage

La Nouvelle-Calédonie - Christnacht, A. La Documentation Française, 2004 - 174 p. – Cote PNC.019

La Nouvelle-Calédonie a été à la une de l'actualité, à plusieurs reprises, à la suite des manifestations indépendantistes qui s'y sont développées à partir de 1984 et ont culminé avec les violences d'Ouvéa, puis de l'apaisement des accords de Matignon de 1988, ratifiés par un référendum national, et enfin, en 1998, de l'accord de Nouméa, qui a nécessité une révision de la Constitution pour mettre en place un système institutionnel évolutif. L'auteur propose des clés pour aborder ce territoire si particulier. Il décrit les étapes de la colonisation, explique les caractéristiques essentielles de la culture kanak, montre l'originalité des mécanismes mis en place par les accords de 1988 et 1998. Il s'attache également à analyser les différents secteurs de l'économie de l'île, notamment celui du nickel, à exposer les grandes lignes des politiques éducatives et sociales mises en œuvre tant par l'Etat que par les autorités locales et à replacer la Nouvelle-Calédonie dans son environnement géographique, celui du Pacifique insulaire, dont il présente l'organisation régionale.

➤ Le rapport web

L'Europe et la Méditerranée : le partenariat financier renforcé – BEI, 2004 - 12 p.

Ce rapport fournit des informations détaillées sur la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) de la BEI après que les résultats satisfaisants de la première année de fonctionnement de ce mécanisme aient conduit le Conseil européen de Bruxelles de décembre 2003 à le renforcer davantage en prévoyant une coopération plus étroite entre les vingt sept pays partenaires euro-méditerranéens, l'ouverture des bureaux dans le Maghreb, la création d'un Fonds fiduciaire ouvert aux Etats membres intéressés par les questions méditerranéennes et la promotion d'instruments de financement novateurs. Au total, en 2003, les signatures de prêts accordés dans les dix pays partenaires méditerranéens (PPM) au titre de la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) ont atteint le montant record de 2,1 milliards d'EUR, confirmant ainsi le rôle de premier plan que joue la FEMIP dans la promotion du développement économique et de la stabilité de cette région.

http://www.bei.org/Attachments/country/euromed_fr.pdf

➤ L'article

Turquie : espoirs européens - Tournoud, J.-F. - Le Moci, n° 1668, septembre 2004 - pp. 12-38

Cet article effectue un état des lieux de la Turquie, 15ème marché mondial pour les ventes françaises. Sont présentés successivement : l'économie turque qui semble être sortie du cycle "crise-croissance" qu'elle connaissait depuis des décennies avec toutefois une dette externe et interne qui atteint 85% du PNB ; l'union douanière entre la Turquie et l'UE, les contraintes qu'elle comporte ; les échanges et partenariats franco-turcs ; les réformes conduites depuis 2003, qui ont totalement renouvelé le paysage juridique turc, évoluant vers une plus grande libéralisation et favorisant ainsi les investissements, bien que des freins subsistent. La Turquie reste un pays très bureaucratique avec une pression fiscale non négligeable et des contrôles gouvernementaux se révélant parfois excessifs.

➤ L'agenda

- 4^{ème} Forum pour le développement de l'Afrique – Commission économique pour l'Afrique des Nations unies, 11-15 octobre 2004, Addis Abeba, Ethiopie
- Séminaire Afrique du Sud - Ubifrance, 12 octobre 2004, Paris, France
- Table ronde sur la gouvernance d'entreprise en Asie, 2-3 novembre 2004, Séoul, Corée
- Colloque Sénat-Ubifrance : Asean – Intégration régionale, 4 novembre 2004, Paris, France

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle met l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et **n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD** :

A propos ■ *Africa confidential* ■ *African business magazine* ■ *African review of money finance and banking* ■ *Afrique agriculture* ■ *Afrique éducation* ■ *Aghrymet* ■ *Bulletin Alter-agri* ■ *Alternatives économiques* ■ *Alternatives internationales* ■ *Arabies* ■ *Archimède et Léonard* ■ *Les carnets de l'Aitec* ■ *Ashgate* ■ *Assexport* ■ *Autrepart* ■ *Aventure au XXème siècle* ■ *Banque magazine* ■ *Bois et forêts des tropiques* ■ *Bulletin de l'Union européenne* ■ *Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria* ■ *Bulletin du club du Sahel* ■ *Bulletin du Conseil général du Gref* ■ *Bulletin du Fmi* ■ *Bulletin du Parlement européen* ■ *Bulletin économie solidaire Ires* ■ *Bulletin Medcoop* ■ *Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse* ■ *Bulletin Objectif Terre* ■ *Bulletin officiel de la Banque de France* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom)* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom)* ■ *Bulletin tropical Cahiers/agriculture* ■ *Les Cahiers de l'Ifri* ■ *Les Cahiers de l'Outre-mer* ■ *Les Cahiers d'études et de recherches francophones* ■ *Cambridge Journal of Economies* ■ *Choix* ■ *La chronique Amnesty International* ■ *Commerce international du bois* ■ *Le Courrier de la planète* ■ *Le Courrier des Pays de l'est* ■ *Le Courrier du maire* ■ *Critique internationale* ■ *Déchets, sciences et technique* ■ *Diagoflash* ■ *Dialogue* ■ *Eeau potable* ■ *Ecoliers du monde* ■ *Economia* ■ *Economica* ■ *Economie et humanisme* ■ *Economie et prévision* ■ *Economie et sociétés* ■ *Economie et statistique* ■ *Economie internationale* ■ *L'Economie politique* ■ *Economie rurale* ■ *Energie plus environnement et techniques* ■ *L'Environnement magazine, décision environnement* ■ *Revue études* ■ *Les études de la Dgcid* ■ *Etudes foncières* ■ *L'Expansion Management Review* ■ *Eyrolles* ■ *Faim et développement magazine* ■ *Far Eastern Economic Review* ■ *Finances et développement* ■ *Bulletin d'information forêt méditerranéenne* ■ *Forum du commerce international* ■ *Fraternelle* ■ *Fruitrop* ■ *Gafi – bulletin d'informations* ■ *Géopolitique* ■ *Gérer et comprendre - annales des mines* ■ *Grain de sel* ■ *Gret* ■ *L'Harmattan* ■ *Health Policy and Planning* ■ *Hérodote* ■ *Hommes & migrations* ■ *Hydro plus magazine* ■ *Industry and Environment* ■ *Infosuma* ■ *Insee première* ■ *International Rubber Digest* ■ *IRD* ■ *Journal des Communautés européennes* ■ *Journal of African Economies* ■ *Journal of Microfinance* ■ *Khartala* ■ *Lettre Africa Energy Intelligence* ■ *Lettre d'information de l'Adea* ■ *Lettre d'information de l'Eadi* ■ *Lettre de conjoncture Bnp Paribas* ■ *Lettre de la profession bancaire* ■ *Lettre de l'Atibt* ■ *Lettre de l'Isted* ■ *Lettre de l'Océan indien* ■ *Lettre de Profession politique* ■ *Lettre de transparence* ■ *Lettre du blanchiment* ■ *Lettre du Cean* ■ *Lettre du Cepii* ■ *Lettre du Sahel* ■ *Lettre Gereso* ■ *Lettre mensuelle d'Equilibre et populations* ■ *Lettre mensuelle Ieom* ■ *Lettre mensuelle Iedom* ■ *Liaisons énergies francophonie* ■ *Litec* ■ *Maghreb sélection* ■ *Marchés des céréales* ■ *Marchés du riz* ■ *Le Marin* ■ *Middle East Economic Digest* ■ *Mining journal* ■ *Le Moci* ■ *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment* ■ *Nord- Sud Export* ■ *Les Notes bleues de Bercy* ■ *Note de conjoncture de l'Insee* ■ *Notes et études documentaires* ■ *Notes rapides de l'Aurif* ■ *Les Nouvelles calédoniennes* ■ *Les Nouvelles d'Addis* ■ *Nouvelles de l'Uit* ■ *Nouvelles du sud* ■ *Nouvelles économiques et financières de Tunisie* ■ *Les Nouvelles de l'Office international de l'eau* ■ *L'Observateur de l'Ocde* ■ *Observations et diagnostics économiques* ■ *Ocde* ■ *Oil World* ■ *Option finance* ■ *Péninsule* ■ *Perspectives de l'alimentation Fao* ■ *Perspectives économiques de l'Ocde* ■ *Pétrole & gaz informations* ■ *Peuples en marche* ■ *Politique africaine* ■ *Politique étrangère* ■ *Problèmes économiques* ■ *Repères émergents* ■ *Revue Cambodge actualités* ■ *Revue d'économie du développement* ■ *Revue d'économie financière* ■ *Revue d'économie industrielle* ■ *Revue d'économie politique* ■ *Revue de la stabilité financière* ■ *Revue des concessions et délégations de service public* ■ *Revue des transports urbains* ■ *Revue des questions humanitaires* ■ *Revue du Trésor* ■ *Revue économique et sociale* ■ *Revue humanitaire* ■ *Revue Tiers monde* ■ *Rice Situation and Outlook Report* ■ *Santé et travail* ■ *Savings and Development Sciences* ■ *Journal sécheresse* ■ *Small Enterprise Development Journal* ■ *Sociétal* ■ *Sugar and sweetener* ■ *Syfta international* ■ *Systèmes solaires* ■ *Techniques financières et développement* ■ *Techniques culturelles simplifiées* ■ *Transports urbains* ■ *Transport international Urbanisme* ■ *Vietnam Investment Review* ■ *Villes en développement* ■ *Vivre autrement* ■ *World Bank Economic Review* ■ *World Bank Research Observer* ■ *World Development* ■ *World Economic and Financial Surveys* ■ *World Economic Outlook*.

Responsable de la rédaction :

Véronique SAUVAT

Coordination :

Alfred HUC

Véronique SAUVAT

Réalisation :

Alfred HUC

Monique LAFFAITEUR

Annie LOPEZ PORTZERT

Chantal SARALLIER

Sylvie SCIANCALEPORE

Saisie/mise en page

Francine GILBERT